

# Que se passe-t-il au Venezuela ?

26 février 2014



Marti

Le Venezuela est secoué depuis une quinzaine de jours par une importante vague de manifestations : le premier défi politique important que doit affronter le président Nicolas Maduro, élu suite à la mort d'Hugo Chavez pour continuer la construction d'un socialisme démocratique. Aussitôt, les Etats-Unis, CNN, la Colombie et d'autres grands amis des droits de l'homme se sont empressés de dénoncer une répression sanguinaire de ces manifestations en déformant les faits. Ils sont naturellement été suivis par la plupart des grands médias d'information français toujours prompts à dénigrer le Venezuela et son projet politique socialiste.

Vivant actuellement au Venezuela, je m'efforce dans cet article de comprendre, au-delà des discours convenus, ce qui se joue dans le conflit politique actuel, les divisions mais aussi les aspirations du peuple vénézuélien, et les possibilités d'une sortie de crise.

## Quelle est l'origine de ces manifestations ? Qui sont ceux qui manifestent ?

Les manifestations ont commencé le 4 février à San Cristobal, capitale de l'Etat de Tachira frontalier avec la Colombie. Cette ville est acquise à 70% à l'opposition alors que le gouverneur de l'Etat est membre du Partido Socialista Unido de Venezuela (PSUV : principal parti de la majorité). Il s'agissait normalement d'une manifestation d'étudiants contre l'insécurité. Or, une partie des manifestants a alors attaqué la résidence du gouverneur et tenté d'y mettre le feu. Des arrestations s'en sont naturellement suivies.

D'autres étudiants du pays ont dénoncé ces arrestations et ont manifesté avec des mots d'ordre hostiles au gouvernement. Ils ne représentent pas la majorité des jeunes du pays, mais surtout des étudiants des universités privées, et des universités publiques traditionnelles, et encore comptent-elles aussi des chavistes. A l'inverse, la majorité des étudiants est aujourd'hui scolarisée dans les universités bolivariennes, dont la composition sociale est beaucoup plus populaire, et soutient généralement le gouvernement.

Rapidement, la partie la plus radicale de l'opposition entreprend de récupérer ce mouvement. Et sous les apparences d'une contestation spontanée, c'est l'opposition de toujours, hostile à la politique socialiste du gouvernement qui décide de prendre la rue. En effet, le 12 février, Leopoldo Lopez, dirigeant de Voluntad Popular, parti très à droite de l'opposition, a appelé à sortir dans la rue pour le changement, c'est-à-dire pour faire chuter le gouvernement. Mariana Corina Machado, du même parti, déclare au cours d'un meeting qu'il ne faut pas attendre les élections pour le changement, c'est donc bel et bien un appel au coup d'Etat qu'a lancé l'opposition ! Cette journée s'est finalement soldée par 3 morts (un militant chaviste et deux opposants) et de nombreux affrontements et actes de vandalisme. Le gouvernement a alors décidé de faire arrêter Leopoldo Lopez pour appel au putsch et à la violence.

Ce dernier a mis à profit le moment de son arrestation pour orchestrer une mise en scène le présentant comme un martyr, appelant le peuple à l'accompagner le 18 février à Caracas. En me rendant en observateur à ce

rassemblement, j'ai été frappé par le décalage entre sa composition sociale et celle du peuple vénézuélien. A l'appel de Leopoldo Lopez, les manifestants étaient tous vêtus de blanc, à l'image de leur pigmentation naturelle. Dans un pays aussi métissé et que le Venezuela, mais où les hiérarchies sociales se recoupent souvent avec les appartenances « raciales », la blancheur des manifestants et leurs vêtements élégants témoignaient de l'appartenance de l'écrasante majorité d'entre eux à la bourgeoisie et à la classe moyenne. J'ai également été marqué par des slogans racistes accusant le président Maduro d'être un faux Vénézuélien et d'être en fait Colombien (un peu comme le Tea Party accuse Obama d'être musulman finalement), ou encore des appels à l'expulsion des Cubains du pays : quelle preuve d'ignorance des réalités populaires, alors que les médecins cubains permettent à des millions de Vénézuéliens de se soigner gratuitement !

Pour autant, beaucoup de ces manifestants ne sont pas des putschistes antidémocrates et manifestent de bonne foi contre l'insécurité et l'inflation, des problèmes réels. Mais ils sont bien manipulés par un secteur radical de l'opposition qui n'a qu'une idée en tête : faire chuter le gouvernement démocratiquement élu, effacer 14 ans de conquêtes sociales qui ont permis aux plus humbles de relever la tête, redevenir les fidèles exécutants de Washington en privatisant à nouveau le pétrole.

A l'inverse, contrastant violemment avec cette protestation plutôt aisée, les rassemblements de soutien à Nicolas Maduro, comme la grande manifestation du 15 février, unissaient derrière la bannière rouge, toutes les couleurs de peau du Venezuela populaire était représenté, à travers des mouvements politiques, syndicaux, populaires, étudiants, féministes, LGBT...qui forment le mouvement chaviste.

### **« Répression et censure » : Fantômes et réalités**

L'opposition, soutenue par la presse internationale n'a de cesse de dénoncer la répression et la censure associée au contrôle des médias.

- Concernant la répression d'abord, les manifestants arrêtés l'ont été pour avoir incendié ou tenté d'incendié des bâtiments publics comme des ministères mais aussi des centres de santé, bloqué des voies de circulations, ou encore attaqué des policiers. Ces derniers ont fait preuve la plupart du temps d'une grande retenue. J'ai pu moi-même observé des policiers attaqués au cocktail molotov, répliquer en usant de gaz lacrymogène, comme n'importe quelle police. De même, comme n'importe quelle police, il est tout à fait possible que des violences aient été commises en certains endroits, et le président Maduro a assuré qu'il n'y aurait pas d'impunité. Mais là encore tant de désinformations, puisque des photos de répression prises en Syrie ou en Grèce ont été attribuées à la police vénézuélienne !

Ajoutons que la très grande majorité des manifestants arrêtés ont été libérés.

L'opposition a aussi accusé des groupes motorisés chavistes de l'attaquer. Or, personne ne peut réellement affirmer connaître l'identité des groupes violents, d'autant que parmi les 13 morts en 15 jours de manifestaions, plusieurs d'entre eux sont chavistes et ont été victimes de ces groupes de motards ! Dans un pays où les armes circulent les moments de tension politique sont souvent marqués par la violence, et ce depuis des décennies au moins, bien avant le chavisme.

De fait, une spirale d'affrontements violents est actuellement déclenchée depuis l'appel à la rue de Leopoldo Lopez, mais elle reste toutefois cantonnée à certaines zones du pays, en général les quartiers de classe moyenne et supérieure : à Caracas par exemple elle ne concerne que quelques secteurs aisés.

- A propose de la censure. J'achète presque tous les jours les journaux de l'opposition, El Nacional et El Universal, qu'on trouve dans tous les kiosques de Caracas. Je peux aussi regarder les chaînes vénézuéliennes privées acquises à l'opposition comme Venevision ou Televen par exemple. J'ajoute qu'on a aussi accès à des dizaines de chaînes étrangères, le plus souvent états-unienne. Que dire alors de la suspension de licence de la chaîne NTN24 : sa licence a été suspendue pour avoir enfreint la loi vénézuélienne qui interdit que certains types de violences soit diffusées en direct, une loi tout à fait compréhensible dans un pays comme le Venezuela. Par ailleurs CNN continue d'émettre au Venezuela, invitant des faucons à débattre sur son plateau des modalités d'ingérences des USA dans le pays...

## **Que veut aujourd'hui le peuple vénézuélien ?**

Le peuple vénézuélien aspire aujourd'hui à la paix, et ce désir devrait être le trait d'union des initiatives politiques à venir, à condition que l'opposition renonce à ses vues putschistes. En effet, alors qu'une certaine presse veut nous donner l'illusion que le chavisme serait minoritaire au Venezuela, il faut rappeler les faits.

Nicolas Maduro a remporté la dernière élection présidentielle de janvier 2013 lors d'un scrutin unanimement reconnu comme transparent par tous les observateurs internationaux. Mais l'opposition, persuadée de gagner après la mort de Chavez, n'a jamais reconnu sa défaite. Capriles le candidat de l'opposition avait alors appelé à descendre dans la rue pour contester, provoquant la mort de 11 militants socialistes.

Et il y a à peine 2 mois le chavisme a largement remporté les élections municipales : avec plus d'un million de voix d'avances et 76% des municipalités. Peu de journalistes parlent aujourd'hui de ce scrutin, l'opposition fait mine de l'ignorer alors qu'elle avait voulu en faire un plébiscite anti-Maduro. Mais imaginons un instant ce qu'il en serait si le résultat avait été différent ? Nul doute que ce résultat serait invoqué en permanence de CNN à Le Monde comme preuve de désaveu du chavisme, nul doute que l'opposition en ferait un argument de poids pour appeler à la chute du gouvernement, les putschistes auraient d'ailleurs sûrement mis leurs desseins à l'œuvre dès le lendemain du scrutin. Mais c'est bien le chavisme qui a gagné la présidentielle, qui a gagné les municipales, et le gouvernement actuel est le seul légitime.

Les *barrios* (quartiers populaires des grandes villes), les villages de pêcheurs, les communautés paysannes, les étudiants issus des classes populaires ; le peuple vénézuélien dans sa grande majorité en somme approuve le processus de la Révolution bolivarienne qui lui a permis d'avoir enfin accès à la santé, à l'éducation, à des aides sociales, à une retraite, et peut-être plus que tout à une souveraineté qui lui était déniée dans le bipartisme néolibéral d'avant-Chavez. Mais tout cela, l'opposition radicale des immeubles chics de Chacao ( l'un des quartiers les plus riches d'Amérique latine), des résidences secondaires à Miami, des amitiés à Washington et à Wall Street n'en a cure, elle ne songe qu'à reprendre le pouvoir qu'elle a perdu, qu'à retrouver sa domination féodale sur un peuple dépolitisé et miséreux qu'elle avait dans les années 1990. Mais le peuple vénézuélien actuel est politiquement conscient. Il est conscient des problèmes du pays, mais il est aussi profondément attaché à la démocratie et à sa Constitution, et attaché dans sa majorité à la poursuite de la Révolution.

### **Les perspectives de la sortie de crise**

Le président Maduro tente en ce moment à la fois de marginaliser le secteur le plus radical de l'opposition représenté par Leopoldo Lopez, en renouant le dialogue avec Capriles et d'autres gouverneurs de l'opposition. Ce dialogue doit créer les conditions de la fin de la contestation violente et de la mise en œuvre des plans contre l'insécurité, la violence et les pénuries.

Or l'opposition a tout intérêt à ce que le gouvernement échoue, et surtout ses intérêts de classe la rendent évidemment hostiles aux mesures de contrôle des prix et des bénéfices voulues par les chavistes pour garantir des prix justes aux Vénézuéliens. Tout en appelant au dialogue d'un côté, le gouvernement ne peut donc que maintenir un rapport de force constant avec l'opposition et les milieux d'affaires qui lui sont acquis, afin de mener la politique socialiste décidée par la majorité des Vénézuéliens. Or, l'opposition peut aussi compter sur le soutien fidèle des Etats-Unis qui la financent et la forment idéologiquement, suivant leur logique impérialiste de renversement des gouvernements qui contrarient leurs intérêts. Cependant, l'armée est fidèle à l'héritage d'Hugo Chavez, ce qui contrarie fortement la perspective qu'un coup d'Etat arrive à son terme, et l'Amérique latine d'aujourd'hui est unie dans une dynamique d'intégration et de progrès social pour préserver son indépendance politique. Il y a un peu plus de 40 ans, sur le même continent que les USA considèrent comme leur arrière-cour, Salvador Allende n'avait pas eu cette chance...

»» <http://blogs.mediapart.fr/blog/marti/260214/que-se-passe-t-il-au-venezuela>